

L'ALGÉRIE FACE À L'ÉCLATEMENT DU MALI

Alerte maximum au Sud

Accélération. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a proclamé solennellement hier vendredi l'indépendance de l'Azawad, vaste territoire du nord du Mali. Une proclamation alors que, sur le terrain, la situation est demeurée des plus confuses.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)- Signée à Gao par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Achérif, la déclaration «irrévocable» de l'Azawad atteste de «la reconnaissance des frontières en vigueur avec les Etats limitrophes et leur inviolabilité», de «l'adhésion totale à la charte des Nations unies», ainsi que de «l'engagement ferme du MNLA à créer les conditions de paix durable, à initier les fondements institutionnels de l'Etat basés sur une Constitution démocratique de l'Azawad indépendant».

Le mouvement de Billal Ag Achérif a également invité la communauté internationale à reconnaître sans délai l'Etat de l'Azawad indépendant. Il a informé aussi que c'est le comité exécutif du mouvement qui poursuivra d'assurer la gestion de l'ensemble du territoire jusqu'à la mise en place de l'autorité du territoire de l'Azawad.

L'acte d'indépendance de l'Azawad ainsi proclamé par le MNLA est loin de constituer une indépendance véritable. L'annonce a été accueillie par une salve de rejets.

A commencer par l'Union africaine (UA) qui, vendredi, a fait savoir qu'elle «rejetait fermement la prétendue déclaration». Jean Ping, le président de la Commission de l'Union africaine, a déclaré qu'il «condamnait fermement cette annonce qui est nulle et sans valeur et appelait la communauté internationale à soutenir pleinement cette position de principe». Une déclaration à laquelle semble faire écho une réaction de l'Union européenne (UE).

La porte-parole et représentante de la diplomatie européenne, Catherine Asthon, a affirmé vendredi qu'elle refusait toute remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali.

Le plus dur ne fait
que commencer

La perspective d'un 55^e Etat africain est des plus aléatoires. Le Mouvement de libération de l'Azawad a, certes, proclamé l'indépendance du nord du Mali mais il lui reste à faire le plus dur : avoir la reconnaissance de la communauté internationale et, au niveau interne, asseoir la primauté de son autorité sur les prétentions radicales islamistes qui prêchent, armes au poing, l'instauration d'une théocratie.

Au plan international, les choses semblent mal parties, puisque le rejet de la proclamation d'indépendance de l'Azawad est quasi-unanime. Sur le terrain des opérations, le MNLA peine à asseoir son autorité.

Une autorité que lui disputent ouvertement les organisations islamistes Ansar Eddine de Ag Ghali et la ramification d'Al Qaïda, Aqmi. Jusque-là, les rapports de force restent incertains.

Le MNLA, par la bouche de son porte-parole Moussa Ag Attaher, s'est démarqué de façon on ne peut plus claire des organisations islamistes qui se sont greffées au combat libérateur des rebelles touareg. «Nous venons de terminer un combat très important, celui de la libération», a-t-il déclaré, dénonçant en même temps «les forces terroristes qui ont profité de cette situation». Ce à quoi n'a pas manqué de rétorquer le chef militaire de Ansar Eddine, Omar Hamaha. «Notre guerre, c'est une guerre sainte, c'est une guerre légale (Charia, ndlr), au nom de l'Islam. Nous sommes contre les rébellions. Nous sommes contre les indépendances. Toutes les révolutions qui ne sont pas au nom de l'Islam, nous sommes contre. On est venus pour pratiquer l'Islam au nom d'Allah.» C'est même là une déclaration de guerre au



Billal Ag Achérif, secrétaire général du MNLA.

MNLA qui prône, lui, l'instauration d'un Etat laïque sur le territoire de l'Azawad.

En se déclarant contre les rébellions et les indépendances, Ansar Eddine se met ouvertement en travers du chemin que le MNLA s'est tracé.

L'affrontement n'est pas loin.

Situation inextricable

Des affrontements armés entre le MNLA et les organisations islamistes radicales aggraveront à coup sûr la situation déjà délétère dans le nord du Mali et où est signalée une véritable détresse humanitaire.

La junte putschiste, barricadée dans ses bunkers à Bamako, a appelé vendredi les populations civiles de l'Azawad à «résister» contre l'indépendance du nord du Mali proclamée par le MNLA. Ceci pendant qu'aux frontières du Mali, les bruits de bottes peuvent se faire entendre à tout moment.

La Cédéao avait déjà, alors que les forces du MNLA progressaient vers le centre du Mali, menacé de lever 2 000 hommes de sa Force d'attente (FAC).

L'organisation était jeudi à élaborer un mandat pour la levée d'une force susceptible d'être envoyée au Mali. Mais une telle option reste incertaine, tant est que certains Etats de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas chauds pour

une intervention militaire au Mali. Une option à laquelle l'Algérie s'oppose fermement. Dans un entretien jeudi au journal *Le Monde*, le Premier ministre Ahmed Ouyahia s'est dit opposé à toute intervention étrangère. «Chaque fois qu'un acteur étranger joue un rôle essentiel, c'est un dérapage programmé, immédiat ou 6 mois plus tard.» Ahmed Ouyahia a également affirmé que l'Algérie reste attachée à l'intégrité territoriale du Mali.

Autrement dit, elle est opposée à la perspective de partition que lui dessine le MNLA. Mais alors que faire dans une situation où l'ordre constitutionnel est mis entre parenthèses, le pouvoir central illégitime aux yeux de l'UA et de la communauté internationale du fait qu'il soit putschiste et une rébellion, au nord, à clamer l'indépendance de l'Azawad ?

Quel rôle pour le Cémoc ?

Etant un pays du champ, concerné par la question de la sécurité au Sahel, le Mali est partie intégrante du Cémoc, un mécanisme de coordination et d'action active contre Aqmi et le reste des groupes terroristes islamistes. Le Cémoc, à en croire Ahmed Ouyahia, toujours dans les colonnes du *Monde*, devra se réunir dans les prochains jours à

Nouakchott pour examiner la situation au Mali.

Mais qui représentera le Mali à cette réunion ? «Je ne saurais vous le dire. Mais la présence des militaires maliens dans ce cadre est impérative. Qu'il y ait des putschistes au pouvoir ou le régime républicain, il y a une armée qui existe en tant qu'institution», a affirmé Ouyahia. Aussi la présence des militaires putschistes à la réunion du Cémoc n'est pas exclue.

Ce qui, par certains aspects, équivaldrait à une reconnaissance, même tacite, du nouveau pouvoir de Bamako. Un pouvoir auquel échappe tout le nord du Mali, où sévissent les organisations terroristes.

Le Cémoc peut-il lutter contre Ansar Eddine et Aqmi sans en associer le MNLA qui proclame également mener la guerre contre «les forces terroristes qui ont profité de cette situation» ? Mieux encore, le MNLA s'est déclaré vendredi favorable à un partenariat avec les pays concernés pour lutter contre le terrorisme. «Aujourd'hui, nous tendons la main aux pays concernés par cette menace terroriste pour leur demander d'établir, avec le MNLA, un partenariat dans le cadre de la lutte contre le terrorisme», a déclaré Moussa Ag Attaher à l'AFP, ajoutant que «le terrorisme a profité de l'inaction de l'Etat malien et de l'absence d'espoir du peuple du Nord, maltraité et abandonné par le pouvoir pendant des décennies. Il faut désormais engager une vraie action».

Cette offre de partenariat trouvera-t-elle écho auprès des pays du champ ? Difficile à dire, pour le moment. Il faut attendre que se tienne aujourd'hui à Nouakchott (Mauritanie) la réunion qui regroupera, outre l'Algérie, le Niger et la Mauritanie pour le savoir.

La délégation algérienne sera conduite par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

S. A. I.

ENLEVÉS JEUDI PAR UN GROUPE ARMÉ À GAO

Aucune nouvelle du consul d'Algérie et de ses six collaborateurs

Le consulat d'Algérie à Gao, une ville du nord-est du Mali, a fait l'objet jeudi matin d'une attaque par un groupe terroriste armé non encore identifié.

Le consul et six de ses collaborateurs ont été enlevés et conduits vers une destination inconnue. «Le consulat d'Algérie à Gao en République du Mali a fait l'objet, jeudi matin, d'une attaque par un groupe non identifié. Le consul et six membres de la représentation consulaire algérienne ont été conduits vers une destination inconnue», a confirmé, jeudi, le ministère des Affaires étrangères via un communiqué diffusé par l'APS. «Le consul et six agents du consulat ont été forcés à sortir du siège de la représentation diplomatique. Ils sont actuellement sous la responsabilité de parties que nous ne connaissons pas», a souligné Mourad

Medelci, qui ajouté qu'«une cellule de crise a été mise en place pour suivre l'évolution de cette affaire et afin que tout soit mis en œuvre pour le retour sains et saufs de nos nationaux». Les affaires étrangères ont fermement condamné cet enlèvement. «Le gouvernement algérien est totalement mobilisé pour assurer dans les plus brefs délais leur libération», a encore affirmé Medelci.

Jusqu'à hier vendredi, aucune nouvelle du diplomate algérien et ses collaborateurs. Aucune information n'a filtré sur l'identité de leurs ravisseurs encore moins sur le lieu de leur détention. On ne sait si cet acte inqualifiable et condamnable est à mettre à l'actif de Ansar Eddine, Aqmi ou un autre groupe islamiste armé. Ce que l'on sait, c'est que les ravisseurs, qui ont saccagé le bâtiment abritant le service consulaire, y ont déployé le drapeau noir, étendard salafiste. Le groupe armé auteur du rapt n'a pas formulé de



Medelci s'engage à assurer la libération de nos nationaux dans les plus brefs délais.

revendication pour l'heure. Le MNLA a condamné l'enlèvement du consul d'Algérie à Gao et de ses collaborateurs. Le Maroc, de son côté, a dénoncé l'enlèvement et a souligné sa solidarité avec le peuple algérien.

Côté partis politiques, le Mouvement populaire algérien (MPA) de Amara Benyounès, dans un communiqué public, s'est élevé «énergiquement contre ces pratiques contraires à toutes les règles qui régissent les relations internationales et exige la libération immédiate de nos ressortissants, de même que la remise en l'état des locaux du consulat algérien à Gao, à ses propriétaires et occupants légitimes. La sécurité de nos ressortissants n'est pas négociable, à plus forte raison quand ils représentent l'Etat algérien en pays étranger».

S. A. I.